



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMMISSION DES MESURES PHYTOSANITAIRES

DEUXIÈME SESSION

Rome, 26 – 30 mars 2007

Rapport succinct de la Consultation technique des Organisations régionales de la protection des végétaux

Point 7 de l'ordre du jour provisoire

1. La dix-huitième Consultation technique des organisations régionales de la protection des végétaux (ORPV) s'est tenue au Siège de la FAO, à Rome, du 11 au 14 septembre 2006. Étaient présents des représentants de six des neuf ORPV reconnues par la Commission des mesures phytosanitaires (CMP). Diverses questions ayant une importance régionale et internationale ont été examinées. Le rapport intégral peut être consulté sur le Portail phytosanitaire international (PPI). À cette occasion, les ORPV ont également pu s'entretenir avec l'équipe chargée de l'évaluation de la CIPV.

I. Participation de toutes les ORPV à la Consultation technique

2. Des inquiétudes ont été exprimées quant au fait qu'il y avait encore des ORPV (à savoir le Conseil phytosanitaire interafricain, la Comunidad Andina et l'Organismo Internacional Regional de Sanidad Agropecuaria) qui n'étaient pas représentées à la Consultation technique. Les ORPV avaient un rôle qui était reconnu dans la structure de la CMP et leur présence à la Consultation technique était un important moyen de faire en sorte que toute activité de la CIPV à laquelle participaient les ORPV puisse être coordonnée.

3. Le représentant de l'Organisation nord-américaine pour la protection des plantes a rappelé à la Consultation technique le document relatif à la reconnaissance des ORPV et a estimé qu'à sa prochaine session, la Consultation technique souhaiterait peut-être examiner les critères à prendre en compte pour qu'une ORPV puisse continuer à être reconnue dans le cadre de la CIPV.

4. Les ORPV ci-après étaient représentées à la Consultation technique: Commission phytosanitaire pour l'Asie et le Pacifique (APPPC), Comité de Sanidad Vegetal del Cono Sur (COSAVE), Caribbean Plant Protection Commission (CPPC), Organisation européenne et

Par souci d'économie, le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à ne demander d'exemplaires supplémentaires qu'en cas d'absolue nécessité et à apporter leur exemplaire personnel en séance.
La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

méditerranéenne pour la protection des plantes (OEPP), Organisation nord-américaine pour la protection des plantes (NAPPO) et Pacific Plant Protection Organization (PPPO).

II. Interprétation juridique de l'Article V.2a de la CIPV

5. L'une des ORPV avait fait part de sa préoccupation au sujet de la délivrance de certificats phytosanitaires et plus précisément de la définition des « fonctionnaires ». Le Bureau juridique de la FAO a expliqué que la personne qui pouvait signer le certificat de conformité pour l'exportation serait toute personne ayant reçu le pouvoir juridique de signer au nom de l'État. Un « fonctionnaire » serait un membre de l'administration, c'est-à-dire une personne payée par l'État, ayant pour mandat d'agir au nom de l'État et qui serait responsable, sur les plans juridique, technique et administratif, de la délivrance du certificat.

6. Les participants à la Consultation technique sont convenus d'élaborer un document sur les critères nécessaires pour qu'une personne soit autorisée à signer les certificats.

III. Examen des activités des ORPV

7. Chaque ORPV a présenté un examen de ses activités annuelles. En ce qui concerne l'ensemble des ORPV, il y a eu en particulier des mises à jour au sujet des ateliers régionaux sur les projets de NIMP, l'élaboration de normes régionales (par exemple, sur les plantes transgéniques - NAPPO), les ateliers régionaux (par exemple, sur la NIMP n° 15, l'analyse du risque phytosanitaire (ARP), les zones exemptes), l'élaboration/harmonisation de la législation, les groupes de travail (par exemple sur les mouches des fruits, le diagnostic), les bases de données, les listes d'organismes nuisibles, les structures des organisations, le règlement des différends, l'assistance technique aux autres ORPV et les prospections concernant les organismes nuisibles.

IV. Mise à jour du Secrétariat

8. Les fonctionnaires du Secrétariat de la CIPV ont examiné leur domaine d'activité avec les ORPV. Pour ce qui est du programme d'établissement des normes, l'importance de la collaboration avec les ORPV en ce qui concerne les groupes de rédaction composés d'experts a été soulignée, en particulier pour les nominations et la participation d'experts aux réunions, l'organisation de réunions et la présentation de documents à débattre.

9. Dans le domaine de l'échange d'informations, le Secrétariat avait la conviction que les ORPV pouvaient jouer un rôle de premier plan dans la promotion de l'utilisation du PPI en encourageant leurs membres à l'utiliser davantage et à mettre à jour les données qui y figurent déjà. Le Secrétariat souhaitait collaborer plus étroitement avec les ORPV pour assurer une synergie entre le PPI et les systèmes d'information actuels et futurs des ORPV, notamment dans les domaines de la communication de signalements d'organismes nuisibles. Les participants sont convenus qu'il faudrait débattre de manière plus approfondie du PPI et de l'échange d'informations lors de la dix-neuvième Consultation technique.

10. Le Secrétariat a fait rapport au sujet du programme d'assistance technique et il a présenté les projets du Fonds fiduciaire unilatéral de coopération technique et du Programme de coopération FAO/gouvernements, qui sont gérés par le Secrétariat. Le Groupe de travail informel sur l'évaluation de la capacité phytosanitaire (ECP) devait se tenir à Nairobi (Kenya) du 4 au 8 décembre 2006 pour examiner en particulier le rapport du CAB-International sur l'évaluation de l'ECP en tant qu'outil d'assistance technique. Les ORPV ont été invitées à encourager leurs membres à remplir les questionnaires qui leur avaient été envoyés par CAB-International. Un bref questionnaire avait également été donné aux ORPV pour recueillir leurs vues au sujet de l'outil d'ECP.

V. Bases de données gérées par les ORPV

11. L'une des ORPV a fait part de sa préoccupation au sujet de la communication des informations envoyées par les Organisations nationales de la protection des végétaux (ONPV) relatives aux interceptions ou aux alertes concernant des organismes nuisibles. L'exemple de la publication erronée d'informations concernant la présence d'un organisme nuisible qui était absent de la région d'exportation, publication qui avait eu des effets négatifs sur les échanges commerciaux, a été cité. Les ORPV sont convenues de rappeler à leurs membres qu'avant de publier une notification de non-conformité, ils devaient s'assurer que les conditions énoncées dans la NIMP n° 13 (*Directives pour la notification de non-conformité et d'action d'urgence*) étaient remplies.

12. Les ORPV ont décrit leurs bases de données actuelles. Les informations d'ensemble concernaient les inspecteurs autorisés à signer les certificats phytosanitaires, les listes d'ARP effectuées, les interceptions pour non-conformité liées aux matériaux d'emballage à base de bois, les listes d'alertes au sujet d'organismes nuisibles, les listes d'organismes nuisibles réglementés, les listes d'organismes importants pour l'agriculture et la protection des cultures, les présences signalées d'organismes nuisibles dans un pays, les listes de tous les organismes nuisibles identifiés dans une culture et les listes d'interceptions consignées et signalées dans des ports. Les participants à la Consultation technique ont reconnu la grande utilité des informations (officielles et officieuses) que contiennent les bases de données des ORPV et ils sont convenus que l'examen de l'établissement de liens entre les diverses bases de données et le PPI ferait l'objet d'un débat approfondi sur les échanges d'informations à la prochaine Consultation technique.

VI. Exposés sur les laboratoires de référence

13. Le rôle des laboratoires de référence a fait l'objet d'un débat. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a décrit les rôles fonctionnels possibles, sur la base des critères de l'OIE, qui pourraient définir un laboratoire de référence phytosanitaire et les difficultés que comporterait la création de celui-ci.

14. La nécessité des laboratoires de référence a été reconnue par certaines ORPV, mais il a aussi été souligné que leur création ne devrait pas être une obligation pour les ONPV. La Consultation technique est convenue qu'il serait utile de procéder à des enquêtes supplémentaires au sujet des laboratoires de référence nationaux, mais avant d'entamer une quelconque activité à ce sujet, il faudrait assurer la liaison avec le Groupe technique de la CIPV chargé d'élaborer des protocoles de diagnostic afin d'examiner les rôles possibles et d'identifier les domaines dans lesquels la Consultation technique pourrait apporter sa contribution.

VII. Atelier sur les zones exemptes

15. Une série d'études avait été préparée par quelques ORPV afin de mettre en commun leurs expériences en matière de zones exemptes. La PPPO a présenté son expérience de la délimitation de zones exemptes de mouches des fruits dans le Pacifique d'un point de vue régional (pour 20 pays et une bonne partie du Pacifique). Les activités de surveillance, de facilitation des échanges commerciaux et de sensibilisation du public ont été décrites. Le déplacement et l'introduction de la mouche des fruits dans le Pacifique étant principalement dûs aux activités humaines et le Pacifique étant encore exempt de nombre d'espèces nuisibles présentes dans d'autres régions du monde, les importations de matériel hôte faisaient l'objet de toute l'attention voulue.

16. Le représentant de la NAPPO a présenté un exemple de zone exempte au Mexique décrivant les mesures prises pour l'établissement et le maintien de zones exemptes de mouche des fruits. Il a mis en exergue la coopération nécessaire entre producteurs, exportateurs et gouvernement, sans laquelle cette entreprise était vouée à l'échec. En outre, une série de mesures phytosanitaires qui pourraient être insérées dans un plan d'activités, notamment une législation,

des mesures de lutte, de surveillance, une densité de piégeage, des mesures d'urgence appropriées, etc., ont été décrites.

17. L'exposé du représentant du COSAVE concernait l'Argentine et le Chili. Les systèmes de détection (piégeage et échantillonnage des fruits), les systèmes de lutte (chimique, traditionnelle et technique de l'insecte stérile) et les systèmes de quarantaine intérieure ont été décrits. Il a également été reconnu que la sensibilisation était un élément important du système de maintien de zones exemptes de mouches des fruits.

VIII. Programme de travail pour 2006-07

18. La Consultation technique a élaboré un programme de travail pour 2006-07 (voir l'Annexe II du rapport intégral de la Consultation technique) qui portait sur les domaines suivants:

- Interprétation juridique de l'Article V.2a de la CIPV
- Débats relatifs aux mécanismes visant à améliorer les informations concernant la non-conformité fournies par les ORPV, y compris les systèmes d'alerte
- Débats relatifs aux mécanismes visant à améliorer les informations insérées dans les bases de données gérées par les ORPV
- Bases de données des ORPV – possibilités de liaison des diverses bases de données au PPI
- Laboratoires de référence - l'OEPP doit prendre contact avec le responsable du Groupe technique de la CIPV chargé d'élaborer des protocoles de diagnostic pour examiner le rôle possible de la Consultation technique et identifier les domaines dans lesquels elle pourrait aider le Groupe.

IX. Date et lieu de la dix-neuvième Consultation technique

19. La dix-neuvième Consultation technique sera accueillie par la NAPPO en Amérique du Nord et se tiendra du 10 au 14 septembre 2007. Une réunion informelle aura lieu pendant la deuxième session de la CMP (2007) à Rome pour examiner les points de l'ordre du jour et autres dispositions.